

Attention ! Vous accédez à une traduction automatique non révisée de l'anglais. Elle peut contenir des erreurs.

[Afficher cet e-mail dans votre navigateur](#)

**Bulletin
mensuel**

Août 2024

GFOD

GLOBAL FORUM OF
COMMUNITIES DISCRIMINATED
ON WORK AND DESCENT



CDWD MATTERS

Lisez la suite pour en savoir plus sur les initiatives récentes en Asie du Sud visant à susciter des discussions sur l'accès à la justice, les questions clés relatives aux CDWD dans les rapports de l'ONU, les mises à jour du processus d'Examen périodique universel en Albanie et ce qui nous attend pour la suite !

Consultation régionale sur l'accès à la justice pour les enfants CDWD en Asie du Sud



Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH), en collaboration avec GFoD, International Dalit Solidarity Network (IDSN) et Asia Dalit Rights Forum (ADRF), a organisé une consultation régionale sur l'accès à la justice du 19 au 21 août 2024 à Bangkok, en mettant l'accent sur l'Asie du Sud. L'atelier a réuni des experts pour discuter des rapports nationaux sur l'Inde, le Sri Lanka, le Pakistan, le Népal et le Bangladesh. Il a mis en évidence les défis auxquels sont confrontées les communautés discriminées en raison de leur travail et de leur ascendance (CDWD). La consultation visait à identifier les obstacles à la justice et à explorer des stratégies pour lutter contre la discrimination et promouvoir l'égalité d'accès à la justice pour les personnes CDWD. Les participants ont partagé leurs expériences, leurs meilleures pratiques et leurs recommandations pour améliorer les cadres juridiques, la mise en œuvre des politiques et l'engagement communautaire.

Les résultats de la consultation portaient également sur les initiatives futures du HCDH et sur le soutien apporté aux gouvernements pour renforcer l'accès à la justice pour les communautés fondées sur l'ascendance.

Des rapports nationaux sur le Sri Lanka, l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh et le Népal ont été présentés par divers chercheurs qui ont travaillé et étudié en profondeur la situation des droits civils et politiques des Dalits dans leurs pays respectifs. Ils ont également abordé le statut des commissions des droits de l'homme dans les pays concernés et leur réponse et leur mise en œuvre en faveur des droits des Dalits.



Mettre en lumière la situation des CDWD à travers les rapports de l'ONU

Human Rights Council
Fifty-seventh session
9 September-9 October 2024
Agenda item 3
Promotion and protection of all human rights, civil, political, economic, social and cultural rights, including the right to development

Right to development of children and future generations

Report of the Special Rapporteur on the right to development, Surya Deva

Summary

In the present report, submitted pursuant to Human Rights Council resolutions 33/14 and 51/7, the Special Rapporteur on the right to development, Surya Deva, focuses on the right to development of children and future generations. He explains why the right to development, in accordance with the Declaration on the Right to Development, should inform and complement children's rights and child development under the Convention on the Rights of the Child and other standards. He proposes five action pillars to overcome ongoing challenges in realizing the right to development of children. The Special Rapporteur also explains why and how to take seriously the human rights – including the right to development – of future generations. He recommends four policy shifts to build an ecosystem supportive of the right to development and all other human rights of future generations.

[Lire ici](#)

Le rapport du Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit au développement reconnaît les obstacles rencontrés par les enfants CDWD

Dans son rapport au Conseil des droits de l'homme qui sera présenté à Genève le mois prochain, le représentant Surya Deva souligne l'importance du droit au développement pour les enfants et les générations futures. Il souligne la nécessité de changements de politique pour créer un écosystème favorable à la réalisation de ces droits. Il est important de noter que, se référant à la soumission faite par GfOD au représentant, le rapport reconnaît les défis uniques auxquels sont confrontés les enfants appartenant à des communautés discriminées sur le travail et l'ascendance (CDWD), comme les Dalits, les Roms et les Quilombolas, soulignant l'importance de s'attaquer à ces obstacles pour assurer le développement complet de tous les enfants.

Rapport de SR sur le droit au développement sur la justice climatique : pertes et dommages

Le prochain rapport du Rapporteur spécial Surya Deva à l'Assemblée générale présente un cadre global de justice climatique. Reconnaisant la contribution du GfOD, le rapport reconnaît explicitement que les communautés confrontées à la discrimination fondée sur le travail et l'ascendance (CDWD), telles que les Dalits et les Haratins, sont affectées de manière disproportionnée par le changement climatique. Il appelle à leur participation active dans la conception et la mise en œuvre des politiques liées au Fonds de réponse aux pertes et préjudices, en veillant à ce que leurs voix soient entendues et leurs droits protégés dans les initiatives de justice climatique.

[Lire ici](#)

A/79/168

Report of the Special Rapporteur on the right to development, Surya Deva

Climate justice: loss and damage

Summary

In the present report, submitted to the General Assembly pursuant to Human Rights Council resolutions 33/14 and 51/7, the Special Rapporteur on the right to development, Surya Deva, develops a climate justice framework comprising four pillars (mitigation, adaptation, remediation and transformation) and 12 overarching human rights principles. He proposes that climate change-related loss and damage, which undermines the right to development of individuals and communities, especially those living in developing countries, should be seen as part of the remediation pillar of the climate justice framework. The Special Rapporteur recommends a rainbow of measures that States, international financial institutions, multilateral development banks and businesses must take to address loss and damage. He also outlines several human rights principles that the World Bank, as an interim trustee of the Fund for Responding to Loss and Damage, and the Fund's Board should integrate into all aspects concerning the Fund's administration.

Proposition de GfOD sur l'enregistrement des naissances et les technologies numériques



Le personnel de terrain de Romalítico soutient les Roms en Macédoine du Nord pour obtenir des certificats de naissance

[Lire ici](#)

Ce mois-ci, nous avons également soumis deux contributions régionales au HCDH sur les défis auxquels sont confrontées les communautés marginalisées pour accéder à l'enregistrement universel des naissances et à l'utilisation des technologies numériques. L'enregistrement des naissances est essentiel pour garantir l'identité juridique et l'accès aux services, mais de nombreuses communautés DWD sont confrontées à des obstacles systémiques en raison de la discrimination, de la pauvreté et de l'isolement géographique. Les contributions, provenant d'Asie et d'Afrique, et d'Europe, mettent en évidence des exemples de pays comme le Népal, la Mauritanie, le Mali, le Nigéria, le Kenya, la Hongrie et la Macédoine du Nord respectivement, illustrant les défis auxquels sont confrontées les communautés marginalisées, notamment (mais pas uniquement) les Dalits, les Haratins et les Roms. Les contributions plaident en faveur de réformes politiques, de l'utilisation des technologies numériques et d'une plus grande inclusion pour garantir que ces communautés puissent garantir leur identité juridique et accéder aux services essentiels.

L'Examen périodique universel (EPU) en Albanie : un catalyseur pour les droits des Roms



En tant que groupe marginalisé, la minorité rom, dont le nombre est estimé entre 8 301 et 120 000 personnes, continue de subir une discrimination systémique, l'exclusion sociale et la pauvreté. Ces défis ont un impact significatif sur leur accès à l'éducation, aux soins de santé, à l'emploi et au logement. Le vendredi 30 août 2024, l'Albanie a tenu sa pré-session de l'Examen périodique universel. Une pré-session est une réunion sur la situation des droits de l'homme dans un État membre spécifique de l'ONU. Les pré-sessions offrent aux institutions nationales des droits de l'homme (INDH) et aux organisations de la société civile (OSC) une plateforme internationale à travers laquelle elles peuvent informer les représentants des États recommandant de la situation des droits de l'homme dans l'État examiné (SUR) avant l'EPU. Les OSC roms jouent un rôle crucial dans la défense des droits des Roms en Albanie. En impliquant les OSC, en particulier les OSC roms et pro-Roms dans le processus de l'EPU, le gouvernement albanais peut obtenir des informations précieuses sur les perspectives des communautés roms et adapter ses politiques en conséquence. Le Forum mondial des communautés discriminées sur le travail et l'ascendance (GFoD) et le réseau ERGO et ses membres ont joué un rôle déterminant pour faciliter et soutenir l'implication de la société civile rom dans ces processus, en aidant à surmonter les difficultés d'accès et en veillant à ce que leurs voix soient entendues dans l'élaboration de politiques mondiales inclusives. Soulignant les problèmes concernant les Roms dans le pays, notre experte en droits de l'homme d'Albanie, Siljana Hyseni, a préparé une fiche d'information donnant un aperçu de la situation de la communauté rom dans les domaines de l'inégalité, du statut économique, de l'éducation, de l'accès à la justice, de l'antitsiganisme en Albanie,

des efforts nationaux et internationaux, ainsi que des recommandations clés. Siljana a également écrit un article sur l'importance de l'EPU pour les Roms et la nécessité d'un engagement de la société civile.

[Voir la fiche d'information](#)

Un aperçu du programme d'experts en droits en cours au GFoD

QU'EST-CE QUI NOUS RASSEMBLE EN TANT QUE COMMUNAUTÉS DISCRIMINÉES EN MATIÈRE D'EMPLOI ET D'ORIGINE (CDWD) ?

Des similitudes en termes de discrimination, de métiers dans lesquels nous avons été relégués, d'exclusion

Neris Isabel Barrios Reyes, experte en droits de l'homme de Colombie (Amérique latine)

nos expériences communes de ce type de discrimination nous rassemblent

Heman Das, expert en droits de l'homme du Pakistan (Asie)

Notre point commun est notre résistance et notre survie en tant que nations :D

Fikrija Tair-Selmani, experte en droits de l'homme de la Macédoine du Nord (Europe)

En tant que CDWD, nous sommes unis par nos défis similaires et les barrières sociales que nous essayons de briser tout en améliorant notre qualité de vie en général

Dalpheen Nyambane, expert en droits du Kenya (Afrique)

Une vision d'un avenir juste nous rassemble

Kunjani Pariyar Pyasi, expert en droits du Népal (Asie)

Notre équipe de 26 experts en droits (RE) - qui viennent de 15 pays et de 4 régions, à savoir l'Europe, l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine (y compris des représentants de la diaspora), est un élément essentiel du GFoD. Nos RE suivent une formation approfondie sur divers aspects des processus de recherche et de plaidoyer, afin qu'ils soient bien équipés pour s'engager dans la mission de reconnaissance et d'inclusion des CDWD dans leurs contextes respectifs. Le mois dernier, nous avons eu deux sessions intensives avec les RE - à savoir, l'examen du Forum politique de haut niveau (HLPF) et les bases de « La discrimination fondée sur le travail et l'ascendance et comment y remédier ? ». Grâce à ces sessions, nous avons pu discuter de ce qui nous rassemble alors que nous continuons à nous engager dans une vision commune au milieu de nos identités multiples, et des différentes stratégies que nous pourrions mettre en œuvre par le biais d'engagements à l'ONU et plus loin dans les régions pour concrétiser cette vision. La prochaine étape du programme vise à lancer notre processus de recherche au GFoD qui abordera certains thèmes cruciaux, tels que le statut général des communautés CDWD, en particulier des femmes et des filles ; Statut des femmes CDWD et administration de la justice pénale ; réponses des mécanismes de l'État aux expériences CDWD et de discrimination ; courage et résilience, et plus encore.

Prochain

GFoD au Sommet sur l'avenir

Les Journées d'action du Sommet sur l'avenir sont une invitation ouverte du Secrétaire général des Nations Unies et auront lieu les 20 et 21 septembre 2024 au siège de l'ONU à New York. Les États membres adopteront officiellement le Pacte lors du Sommet sur l'avenir (SOTF) après les Journées d'action, les 22 et 23 septembre.

En plus du sommet principal, l'Assemblée mondiale des peuples (GPA) se tiendra du 20 au 24 septembre 2024 au Centre des églises des Nations Unies. La GPA organisera des programmes de 9h00 à 18h30 les 22 et 23 septembre, avec une session importante intitulée « Inégalités et ne laisser personne de côté », co-organisée par GFOD, Oxfam et Youth LGBTI le 23 septembre de 13h30 à 15h00. Enfin, GFOD organisera une réunion pour les amis des communautés discriminées sur le travail et



l'ascendance. Cet événement à huis clos réunira les États membres qui soutiennent le CDWD et notre travail, en mettant l'accent sur l'augmentation de la visibilité à l'ONU et en explorant des moyens concrets de collaboration plus poussée au sein du système des Nations Unies.

Campagne contre l'intouchabilité

En collaboration avec la Mission Internationale Ambedkar, aux États-Unis, GFoD organise un événement dans le cadre de la Campagne contre l'intouchabilité le 22 septembre 2024 à Council Chambers, dans le New Jersey. Cet événement vise à sensibiliser le monde entier à la discrimination profondément ancrée à laquelle sont confrontées les personnes intouchables. Réunissant des jeunes leaders, des représentants communautaires et des défenseurs, l'événement se concentrera sur le développement d'un dialogue constructif, de stratégies pour lutter contre l'intouchabilité et le partage des meilleures pratiques. Au travers de discussions, de sessions interactives et d'ateliers, les participants travailleront à la construction d'un mouvement mondial plus inclusif pour contester et démanteler la discrimination fondée sur la caste.



Une note d'orientation d'ONU Femmes mettra en lumière les principaux problèmes et recommandations concernant les femmes CDWD

Pour combler une lacune dans les cadres internationaux actuels des droits de l'homme, GFoD aidera ONU Femmes à publier une note d'orientation qui aborde les types uniques et spécifiques de discrimination subis par les femmes des communautés discriminées sur le travail et l'ascendance. La note d'orientation mettra en évidence les défis spécifiques auxquels sont confrontées les femmes des communautés CDWD dans diverses régions, fournira une analyse fondée sur des preuves et des recommandations politiques concrètes. Cette note d'orientation appelle à un effort coordonné d'ONU Femmes, des gouvernements et de la société civile pour créer un environnement inclusif et équitable dans lequel ces femmes peuvent s'épanouir.



Actualités des partenaires

L'école nationale CONAQ lance des brochures qui montrent les expériences et l'activisme des étudiants quilombolas au Brésil

L'École nationale de formation des filles quilombolas de la CONAQ lance, ce jeudi (22), les livrets « Lutte comme une fille quilombola » et « Lettres de

La Campagne nationale pour les droits humains des Dalits examine le budget de l'Union, en analysant les allocations budgétaires aux CDWD et aux groupes autochtones dans « Analyse budgétaire Dalit-Adivasi » en Inde

Quilombolas : ce que disent les élèves de l'École nationale de formation des filles quilombolas de la CONAQ ». L'un des documents graphiques montre comment l'École nationale a été créée, un projet sans précédent qui a renforcé et engagé les élèves et les familles dans la lutte pour une éducation de qualité pour les Quilombolas dans toutes les régions et biomes du Brésil. Le deuxième livret présente les expériences des filles et des garçons de l'école et les défis rencontrés pour fréquenter les écoles.

[Lire la suite →](#)

Comme chaque année, le NCDHR a produit son analyse du budget présenté par le gouvernement de l'Union en Inde - examinant les allocations aux groupes des castes et des tribus répertoriées dans le cadre du sous-plan des castes répertoriées (SCSP) et du sous-plan tribal (TSP) dans le pays.

Cliquez ci-dessous pour l'analyse détaillée.

[Lire la suite →](#)



Copyright (C) 2024 Global Forum of Communities Discriminated on Work and Descent. All rights reserved.

Our mailing address is:

[Want to change how you receive these emails?](#)

You can [update your preferences](#) or [unsubscribe](#)

